

LAURENS (M. Camille), *Député du Cantal* (I.P.A.S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42), == Est nommé membre : de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission de l'agriculture [4 octobre 1957] (p. 4502); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [5 février 1958] (p. 534).

Dépôts :

Le 21 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles, pour accorder aux artisans ruraux le bénéfice de la détaxe de 15 0/0 sur l'achat du matériel nécessaire à leur activité professionnelle, **n° 655**. — Le 28 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour venir efficacement en aide aux producteurs victimes des gelées du mois de février 1956, **n° 842**. — Le 24 avril 1956, une proposition de loi tendant à « revaloriser » les dispositions des lois du 21 novembre 1940 et du 17 avril 1941, relatives à la rénovation de l'habitat rural, **n° 1602**. — Le 4 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour permettre aux organismes de crédit agricole d'accorder la remise des annuités 1956 des prêts aux jeunes agriculteurs des zones sinistrées, **n° 1756**. — Le 20 juin 1956, une proposition de loi relative au droit de timbre apposable sur les récépissés de déclaration de mutation des débits de boissons, **n° 2262**. — Le 18 octobre 1956, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 56-769 du 3 août 1956 accordant aux salariés rappelés sous les drapeaux le bénéfice des congés payés, **n° 2994**. — Le 19 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour augmenter les crédits destinés au financement des subventions à l'habitat rural, **n° 3015**. — Le 21 mars 1957, une proposition de loi tendant à exonérer le vaccin anti-aphteux de la taxe à la valeur ajoutée et de la taxe spéciale temporaire de compensation,

n° 4617. — Le 20 juin 1957, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1185 du 22 juillet 1948 accordant des permissions spéciales aux jeunes agriculteurs sous les drapeaux, **n° 5179**.

Interventions :

Son rapport au nom du 1^{er} bureau sur les opérations électorales du département de l'Ardèche [20 janvier 1956] (p. 48). Prend part à la discussion : des conclusions de ce rapport : *Réserve formulée sur le cas de M. Guichard* [2 février 1956] (p. 169); Son rapport supplémentaire sur les mêmes opérations électorales [18 avril 1956] (p. 1331) : *La lettre du Ministre de l'Intérieur au Président du 1^{er} bureau concernant l'application de la loi électorale* (p. 1331); — d'un projet de loi relatif à l'attribution d'une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé pour 1956, Article unique: *Son amendement (prime aux petits exploitants)* [4 mai 1956] (p. 1765); *le retire* (p. 1766). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents [18 mai 1956] (p. 1925). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour accorder, aux producteurs du Massif Central, des garanties pour le stockage et la vente des fromages de garde [25 mai 1956] (p. 1956). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix de lait : *Rôle positif joué par la société « Interlait », impossibilité de faire une différence entre les différentes catégories de producteurs* [30 octobre 1956] (p. 4389); seconde délibération, Art. 2 : *Rôle de la société « Interlait »* [2 avril 1957] (p. 1965); *Ses explications de vote* (p. 1967); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art. 26 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à ne permettre au Gouvernement que d'apporter des modifications de forme au texte relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique* [19 novembre 1956] (p. 4878); *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à soumettre les décrets relatifs à la codification des règles sur l'expropriation à l'avis conforme des Commissions intéressées de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République* (p. 4878); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Boscary-Monsservin*

tendant à maintenir les phases de la procédure normale de l'expropriation (p. 4878); Amendement de M. Laborbe tendant à maintenir les dispositions de la loi du 6 janvier 1951 (p. 4879); Amendement de M. Boscary-Monsservin excluant la procédure d'urgence en cas d'expropriation de terrains horticoles ou maraîchers (p. 4879); Amendement de M. Laborbe prévoyant la consultation des chambres d'agriculture, de commerce et des métiers (p. 4879); Amendement de M. Laborbe prévoyant l'avis favorable du directeur des services agricoles et des chambres d'agriculture en cas d'expropriation de terrains dont les productions ont une renommée mondiale et l'avis favorable du service des beaux-arts en cas d'expropriation de monuments historiques ou de sites classés (p. 4880); Amendement de M. Laborbe visant la représentation des intérêts privés au sein de la Commission arbitrale d'évaluations (ibid.); Amendement de M. Laborbe tendant à faire exproprier de préférence des terrains de faible valeur culturale (p. 4880); Amendement de M. Laborbe tendant à exclure le directeur des domaines de la Commission arbitrale d'évaluations (p. 4880); Son amendement prévoyant l'indemnisation des préjudices indirects (p. 4880); Son amendement tendant à indemniser l'aggravation des charges d'entretien du corps des fermes et des clôtures (p. 4881); Amendement de M. Boscary-Monsservin ne permettant l'entrée en possession qu'après versement de la totalité de l'indemnité dans le cas des exploitations agricoles ne pouvant plus subsister (p. 4882); Son amendement tendant à maintenir le droit d'emprise totale et le droit de rétrocession prévus aux articles 43 et 53 du décret-loi du 8 août 1935 (p. 4882); Son amendement prévoyant l'avis conforme des Commissions de la justice et de la reconstruction de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République (dispositions transitoires relatives à l'expropriation) (p. 4884); le modifie (ibid.); Son amendement tendant à maintenir les garanties prévues par la loi du 6 août 1953 (p. 4884); en deuxième lecture : Art. 26 : Son amendement concernant l'avis préalable des chambres professionnelles [14 mai 1957] (p. 2357); — de la proposition de loi tendant à la réduction des fermages : Imprécision du texte, multiplication possible des procès; demande le renvoi en Commission [17 décembre 1956] (p. 6060); — en deuxième

lecture du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14 : Conséquence des blocages de crédits pour les investissements agricoles [26 décembre 1956] (p. 6260, 6261); — des interpellations sur le Marché commun européen : Ses observations sur les garanties nécessaires à l'agriculture, l'efficacité des différentes clauses de sauvegarde, la fixation du tarif extérieur commun, la nécessité de sauvegarder la structure familiale de l'agriculture française, celle de ne pas augmenter les charges pesant sur notre économie, la création nécessaire d'une instance spéciale pour l'agriculture [17 janvier 1957] (p. 103 à 105). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour réduire l'épidémie de fièvre aphteuse [22 janvier 1957] (p. 186); la développe : Ses observations sur l'épidémie de fièvre aphteuse, les résultats de l'expérience de vaccination réalisée dans le Cantal, la production, le contrôle, la possibilité d'un marché commun du vaccin [26 février 1957] (p. 1122 à 1124). — Prend part à la discussion, en troisième lecture, du projet de loi relatif au marché de l'orge : Sa demande au Ministre de la Défense nationale d'octroyer des permissions agricoles aux soldats servant en Afrique du Nord [26 juillet 1957] (p. 4013). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons qui ont conduit le Gouvernement à ne pas appliquer la loi Laborbe dans les délais qui avaient été fixés par le Parlement [17 septembre 1957] (p. 4090); renonce à la développer [18 septembre 1957] (p. 4123). — Prend part à la discussion : sur la présentation du Gouvernement Antoine Pinay : Conséquences heureuses de la politique du Président Pinay en 1952 en matière agricole [18 octobre 1957] (p. 4526); — du projet de loi relatif au rétablissement de l'équilibre économique et financier : Demande une suspension de séance [15 novembre 1957] (p. 4824); — du projet de loi relatif à la procédure d'agrément des produits à usage vétérinaire, Art. 1^{er} : Amendement de M. Hénault (choix des enquêteurs) [11 février 1958] (p. 644); Lutte contre la fièvre aphteuse (p. 645, 646); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (Permissions spéciales aux jeunes agriculteurs mobilisés) [21 février 1958] (p. 954); — d'urgence des conclusions d'un rapport portant proposition de décision sur le décret du 12 mars 1958 constituant les territoires autonomes d'Algérie :

Motion préjudicielle de M. Dronne tendant à surseoir au débat jusqu'à ce que le Gouvernement ait précisé à la tribune la politique qu'il entend suivre en Afrique du Nord : Demande une suspension de séance [27 mars 1958] (p. 2057); — d'une proposition de résolution concernant la modification de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics (dispositions relatives à l'exercice du mandat parlementaire): *Demande une suspension de séance* [26 mai 1958] (p. 2493).

LE BAIL (M. Jean), Député de la Haute-Vienne (S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161) ; de la Commission des affaires étrangères [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [22 février 1956] (p. 434).

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *Absence de programme de M. Le Pen sur l'Algérie* [8 mars 1956] (p. 756); des interpellations sur le Marché commun européen : *Ses observations sur la nécessité de faire l'Europe, l'échec de la politique de coexistence pacifique, l'expansion de l'impérialisme russe vers l'Afrique, la possibilité de sauvegarder la grandeur française grâce à l'Eurafrique, la création d'une commission parlementaire de l'Europe* [17 janvier 1957] (p. 107, 108); — d'urgence d'un projet de loi relatif à la représentation française à l'Assemblée unique des communautés européennes : *Motifs réels du désir nouveau des communistes de participer aux assemblées européennes* [4 mars 1958] (p. 1191, 1192); — sur la présentation du Gouvernement du général de Gaulle : *Responsabilité du général de Gaulle dans le mauvais fonctionnement du régime parlementaire (Apport de la représentation proportionnelle et retour des communistes), délégation impossible du pouvoir constituant, fidélité nécessaire des députés aux institutions républicaines, conditions anormales*

du vote d'investiture, respect du mandat parlementaire [1^{er} juin 1958] (p. 2589, 2590).

LECANUET (M. Jean), ancien Député de la Seine-Maritime (M. R. P.).

Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (Séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} février 1956] (J. O. du 2 février 1956, p. 1387).

LE CAROFF (M. Guillaume), Député des Côtes-du-Nord (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 27 janvier 1956, une proposition de loi tendant à réduire de 25 0/0 les prix de fermage majorés abusivement par rapport à 1939, n° 236. — Le 9 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 1065 rectifié) de MM. Lamps et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 28 février 1956 relatif à la fermeture anticipée de la chasse au gibier migrateur, n° 1134. — Le 4 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'interdiction de l'emploi d'un conservateur chimique pour les beurres fermiers, n° 2842. — Le 28 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 3684) de M. Thamier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des planteurs de tabac l'essence indispensable à la livraison de leur récolte, n° 3727. — Le 6 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Jean Lainé (n° 2270) tendant à établir un prix uniforme pour le paiement des fermages stipulés en blé; 2° de M. Fourvel et plusieurs de ses collègues (n° 5792) tendant à fixer,